

Comité Directeur de 7-8 fév.

(I-3)

Pierre MAUROY. - Mes chers Camarades,

Le Comité Directeur a pour vocation d'examiner si une synthèse est possible dès aujourd'hui entre les différentes contributions.

Au préalable, je voudrais formuler plusieurs observations.

J'observe que l'on présente trop souvent comme des affrontements stériles la présentation de nos contributions et demain peut-être de nos motions.

Décidément, il est difficile de faire admettre que le débat est la base même de la démocratie même dans ce pays. Mais chaque fois que nous avons eu à la débattre, il en a été ainsi et à la condition d'en arriver vite à des idées fortes, c'est par notre discussion, y compris par nos controverses que le Parti a progressé et qu'il est là où il se trouve maintenant.

Deuxième observation. D'ailleurs, comment s'étonner, et je le dis vraiment à tous les commentateurs, compte tenu de ce que j'ai entendu pendant cinq ans, comment s'étonner de ce débat pour un parti qui a nécessairement, qui a dû nécessairement s'imposer une certaine réserve pendant les cinq ans où il a été au pouvoir ? On ne peut pas avoir écrit pendant cinq ans que le Parti est trop silencieux, pour maintenant s'étonner qu'effectivement il parle.

Je suis enclin, moi, à me féliciter d'un certain débordement, débordement actuel qui devrait permettre un congrès de clarification politique et de reclassement.

Pourtant, irons-nous au bout de la logique des uns et des autres dans "le dit" et le "non-dit" ?

Il est clair que l'élection pré-sidentielle impose une

certaine retenue, comprenons-là tous.

A nous de répondre pourtant aux deux grandes nécessités du moment qui ne sont pas contradictoires, mais qui peuvent être traitées séparément.

→ [Réussir notre Congrès de LILLE, c'est fixer les orientations pour deux ans, se donner une direction et créer les conditions de la reconquête.

Mais aussi réserver à un congrès ou à une convention le soin de désigner notre candidat et d'adopter les orientations qu'il défendra pour cette élection.

Alors, synthèse, ou pas synthèse ?

Dâns ce contexte, la question d'aujourd'hui est bien celle de la synthèse.

La proximité des analyses développées dans les contributions semble indiquer qu'il n'y a pas de problème de fond entre nous.
Heureux Parti ...

Cependant, au delà des textes, une telle synthèse ne sera possible que lorsque nous aurons clairement vérifié notre accord sur deux points :

. D'abord, en ce qui concerne le problème des présidentielles.

C'est là, on en conviendra, un problème d'importance. Chacun comprend bien, en effet, que si un candidat de droite l'emportait, alors commencerait pour le Parti Socialiste une longue période d'opposition.

~~L'élection d'un candidat de droite serait sans doute immédiatement suivie par une dissolution de l'Assemblée Nationale et des élections qui verraient une victoire massive de la droite,~~

dans la logique que nous connaissons bien.

~~Dans la foulée, n'oublions pas que aurions à subir des élections municipales difficiles.~~

L'opposition ne m'effraie pas, j'y ai passé la plupart de ma vie militante à ce jour, mais il est tout de même essentiel que nous mettions toutes les chances de notre côté pour pouvoir l'emporter, d'autant que l'exercice du pouvoir pendant cinq ans fait désormais du Parti Socialiste un parti de gouvernement autant qu'un parti d'opposition., et c'est le fait de notre histoire récente.

Mais, me dira-t-on, pourquoi évoquer le problème des
alors
présidentielles/que nous avons unanimes à séparer le congrès d'orientation de notre Parti des problèmes de désignation de candidatures ?

~~On peut dire cela et on l'entendra peut-être tout au long de cette journée. Moi, je ne me contente pas de dire cela.~~

Mes chers Camarades, il ne s'agit pas ici de débattre des candidatures. En revanche, il est impérieux dans un Parti comme le nôtre que nous nous mettions d'accord sur la méthode qui sera suivie. Vocabulaire et méthode sont quelquefois aussi importants que les problèmes de fond, d'autres ont dit cela avant moi.... (rires) ... c'est un point de convergence entre nous !!

Pour nous, les choses sont simples. Il appartient d'abord au Président de la République de se déterminer, et ceci sans qu'il ait à subir de pressions extérieures, sans que, dès le lendemain du Congrès de LILLE, il assiste au sein même du Parti qu'il a contribué à créer avec nous à une véritable campagne présidentielle interne.

Mes chers Camarades,

Bien sûr que la décision appartient d'abord au Président de la République d'être le candidat ! mais qui peut vraisemblablement contester que la décision finale qu'il prendra dépendra pour beaucoup des conditions que nous aurons créées à LILLE pour faciliter sa candidature ? Je ne demande pas que l'on déroule un tapis rouge du Congrès de LILLE jusqu'aux marches de l'Elysée, le Président ne le demande pas, pour un second mandat présidentiel, mais personne ne peut s'autoriser à contrarier une candidature que la majorité des Socialistes espère. Voilà.

(applaudissements)

Ce n'est que dans la mesure où François MITTERRAND aurait renoncé à être lui-même candidat qu'alors, nous aurions à désigner, selon nos procédures normales, un autre candidat.

Si aujourd'hui, entre nous, nous nous mettons d'accord explicitement, sans arrière pensée sur une telle démarche, la synthèse aura fait un grand pas. En revanche, si cette analyse est récusée, alors, il faut que les militants puissent trancher.

Le deuxième point que nous devons examiner est de savoir quelle doit être la portée de l'accord aujourd'hui recherché dans ce Comité Directeur. Est-ce un accord de circonstance qui devrait durer au mieux jusqu'aux présidentielles ? Après quoi, chacun reprendrait sa liberté.

Ou bien est-ce la recherche d'une majorité stable, capable d'assurer une direction solide, apte à conduire le Parti pendant les deux prochaines années, au-delà des échéances électorales et quel que soit le résultat des élections présidentielles ?

Chacun comprendra bien que la réponse apportée sur ce

second point éclaire aussi le premier. Pour ce qui nous concerne, c'est d'ailleurs une des raisons principales de la fusion entre A et B que j'ai souhaitée avec mes Amis, pour créer un courant majoritaire, véritable colonne vertébrale de ce Parti. Et loin d'empêcher une synthèse, cela peut même la faciliter.

Vous connaissez ma conception du Parti : je ne néglige pas les échéances électorales ~~et ce que je viens de dire dans la première partie de mon propos le confirme.~~ Mais je pense que notre Parti ne doit pas limiter sa perspective à une échéance aussi importante soit-elle. Nous devons faire en sorte que le Parti soit toujours plus puissant, toujours mieux organisé, afin de poursuivre dans l'Histoire cet idéal de transformation sociale qui constitue l'essence du socialisme.

Ce renforcement du Parti suppose aujourd'hui que soient réalisées deux conditions : la première, une orientation ancrée à gauche. Nous devons rester face aux forces conservatrices le pôle de gauche capable de rassembler toutes celles et tous ceux qui n'admettent pas la régression sociale actuelle, menée par Monsieur CHIRAC et approuvée par Monsieur BARRE. Je vois bien qu'il existe, au sein de notre Parti, bien des impatiences à revenir au pouvoir.

Je redoute qu'elles conduisent certains à vouloir emprunter des raccourcis qui, contrairement à ce qu'ils pensent, nous maintiendraient pour longtemps dans l'opposition.

Il en va ainsi des appels répétés aux centristes.

Au moment où le Parti Communiste s'enferme dans une stratégie suicidaire et organise sa descente aux enfers, où il conti-

nue à perdre ses militants , ses électeurs, il faut, plus que jamais que le Parti Socialiste soit la force de gauche qui permette à ceux-ci de retrouver une espérance.

Faute de quoi, nous n'en aurions pas fini de l'abstention massive des couches populaires, ou pire, d'un vote d'extrême-droite qui n'est quelquefois, chez les plus pauvres, chez les plus marginalisés, qu'une forme suprême du désespoir.

Sans compter que si notre politique n'était pas clairement perçue par l'opinion publique comme une politique de gauche, nous aurions peut-être à redouter l'appel à l'abstention que pourrait lancer au deuxième tour un Parti Communiste, même affaibli, qui pourrait être écouté peut-être par une petite partie de l'opinion, mais suffisamment pour nous faire chuter.

Le rassemblement à gauche s'impose donc d'évidence.

Si nous tentions de faire les choses à l'envers, en nous préoccupant d'abord de tenter des manoeuvres de séduction centristes, nous risquerions alors de laisser un espace libre sur notre gauche sans être sûrs d'ailleurs de ramener qui que ce soit en provenance du centre.

Rappelez-vous, mes chers Camarades, ce n'est jamais la même chose, mais le naufrage dans les années 60 de la grande Fédération. Rappelez-vous aussi l'échec sévère de 69. Nul doute que si nous répétions les mêmes erreurs, nous aurions inmanquablement à connaître les mêmes revers.

Comment ne pas voir, de ce point de vue, que les appels répétés aux centristes ne peuvent, pour le moment, que crédibiliser la conversion qu'est en train d'effectuer Raymond BARRE pour se donner une coloration de centre-gauche.

Ah ! si la droite n'avait qu'un cheval, qui est déjà bien fatigué, et que nous allons devoir entretenir pour qu'il aille jusqu'au bout ... (rires) ... mais tous ceux qui font des analyses rapides savent qu'il y en a un autre qui ne demande qu'à partir, pour se substituer au premier ! mais oui ! ... Plus généralement d'ailleurs, veillons à ne poser que de vrais problèmes.

et le mercredi après-midi, le Bureau Exécutif du Parti Socialiste. Cela a été comme ça dans la grande période qui nous a conduits à la victoire, et nous saurons retourner à la victoire si nous rétablissons cette situation. (applaudissements)

Car moi, je ne suis pas de ceux qui brocardent les organisations syndicales ou politiques en dénonçant leur inanité. Je ne suis pas de ceux qui opposent la base et le sommet.

La faiblesse de la gauche (syndicats et Parti Socialiste) ne tiens pas aux risques de bureaucratisation. Stupide. Elle tient au contraire à leur insuffisante structuration, c'est tout à fait autre chose.

Comment ne pas voir, en effet, que sans organisations fortes, la gauche se trouve en position fragile face aux forces de la droite ?

Celles-ci ont le pouvoir économique, Parce qu'elles dominent économiquement, elles tendent à dominer culturellement.

Face à elles, les salariés n'ont jamais possédé d'autre force au cours de l'histoire que celle de leur organisation.

C'est grâce à elle qu'ils ont pu progressivement sortir de l'écrasement où ils étaient tenus pour conquérir tout un ensemble de droits et s'insérer pleinement dans la société. C'est même comme cela que, toujours dans l'opposition, la gauche a fait des progrès, et ce serait absolument extraordinaire que, maintenant que nous voulons sortir de cette longue opposition, nous ne comprenions pas, au moment où nous pourrions retourner au pouvoir, que lorsqu'on est au pouvoir il faut sans doute une organisation encore plus forte que lorsqu'on est dans l'opposition.

C'est là un sujet sur lequel j'ai eu l'occasion de méditer alors que j'étais Premier Ministre. Et pour ceux qui voudraient, sur

ce point-là, prolonger une réflexion, une analyse, pourraient utilement revoir les textes que nous avons adoptés dans une certaine Convention sur la pression des masses... C'est à relire, on en tirera un certain nombre d'enseignements, en modifiant certaines de vos analyses... Mais je suis d'accord avec Jean-Pierre et d'autres ici. En tous les cas, je n'entre pas dans le débat de savoir quelle réponse apporter à cela, mais la réponse obligatoire c'est d'avoir une organisation, une puissante organisation.

Elle est singulièrement faible, la marge de transformation sociale, si l'action gouvernementale ne peut pas être relayée par un mouvement puissant. Jean Auroux ne me démentira pas, qui a fait voter des lois au Parlement pour transformer les conditions de vie des salariés dans l'entreprise.

Mais, si l'on ne peut pas prolonger ces droits, que restera-t-il ?

Il faut aussi la capacité de salariés organisés à faire passer ces lois dans la réalité, et je me permets de dire que si l'on mentionne que le Parti Communiste s'affaiblit, que le Parti Communiste organise sa descente aux enfers, personne ici ne peut contester le capital extraordinaire que le militantisme des communistes a apporté à la gauche, la présence sur le terrain des luttes, leur opiniâtreté. Si le Parti Communiste s'affaisse, comme il est en train de le faire, nous ne pourrions nous en réjouir qu'à la condition d'être capables de supplanter, oui, ce militantisme-là, et de nous organiser, nous aussi, sur le terrain des luttes.

Quel travail, mes camarades ! Et sans doute, s'il y a une Convention qui est prévue dans les prochains mois, c'est celle de notre pratique militante, et pas celle seulement de nos idées sur le plan du gouvernement ou de notre arrivée au gouvernement, car là nous

Ne nous laissons pas embarquer dans des combinaisons théoriques sur l'après-présidentielles dans je ne sais quelles supputations sur le fait de savoir s'il faudra ou non dissoudre l'Assemblée. Il ne s'agit pas pour aujourd'hui de dire exactement ce que nous ferons si nous gagnons les présidentielles ; il s'agit de tout mettre en oeuvre pour les gagner.

Je vous rappelle simplement qu'on a toujours des questions qui ne sont pas faciles avant les élections .. combien de fois nous a-t-on demandé si nous aurions des Ministres communistes au gouvernement ? Personne, au Parti socialiste, n'a répondu à cette question .. Ils ont été au Gouvernement, mais la prudence que nous avons observée sur ce plan-là devait s'imposer et a sans doute été pour quelque chose dans la victoire de mai 1981.

Or, tout de même, ce n'est pas devant cette Assemblée qui connaît tout que je vais insister... Je dois dire tout de même qu'il y a un certain nombre de questions auxquelles on pourrait être tenté d'apporter les réponses qu'on sollicite, mais qu'il ne faut peut-être pas poser immédiatement... Cela s'apprend après une certaine expérience, mais cela s'apprend vite.

~~Deuxième condition - j'ai dit une orientation à gauche
comme première condition - une direction renforcée~~

La deuxième condition pour affermir le Parti, c'est de renforcer son autorité. Le Parti jouit d'une autorité morale, mais pas suffisamment d'autorité politique.

Je veux soutenir le Premier Secrétaire, nous voulons soutenir le Premier Secrétaire dans sa volonté de renforcer la direction du Parti et d'améliorer nos processus d'élaboration politique au niveau des organismes directeurs.

Il doit y avoir, le mercredi matin, le Conseil des Ministres,

avons des secteurs à reprendre, à occuper, et cela ne demande pas, pour nous, de nous transformer en militants communistes, mais de savoir comment sur ce plan-là on peut s'améliorer, prendre un certain nombre de décisions pour égaler les bolcheviques. C'est une longue histoire... Ce sont des questions de tempérament, mais croyez-le, c'est une nécessité au niveau de la définition d'une action militante.

C'est pour tout cela, parce qu'il est nécessaire que notre Parti ait, au cours des prochaines années, une direction solide, appuyée sur une majorité stable, que nos amis et moi avons souhaiter la fusion des courants A et B.

Est-il possible, je le répète (c'est notre problème), d'élargir, sur les bases que je viens d'exposer, tant en ce qui concerne les Présidentielles que la vie du Parti, une telle majorité à d'autres éléments du Parti ? Je le souhaite, à la condition cependant que cela soit sur des bases claires et sûres.

Car, à tout prendre, il vaut mieux un vrai débat qu'une fausse synthèse.

Cette vérification opérée à l'occasion de notre Congrès, notre orientation fixée, il nous faudra ensuite engager l'ensemble du Parti dans une réflexion sur les propositions que nous aurons à faire aux Français.

Alors, une des tâches prioritaires de la nouvelle direction sera donc, sur la base des travaux des commissions et des experts du Parti, d'associer tous les militants à la définition des grandes lignes de la plateforme présidentielle.

Ce serait trop long si je développais cette partie, mais j'ai fait un choix. Je voudrais ici simplement donner les têtes de chapitres essentielles :

- l'immense problème qu'est celui de l'affectation des

Conclusion

fruits de la croissance et du renforcement des solidarités.

- le Pacte national de croissance qui est proposé par Jean Poperen (on aura l'occasion d'en discuter cet après-midi), compte tenu de ce qu'il implique, n'est peut-être pas la solution, mais il pose un problème qui est au centre de notre débat et je ne vois pas comment les socialistes pourraient ne pas accepter cette orientation-là.

Nous avons fait la politique de rigueur et nous avons eu raison, mais n'oubliez pas que nous étions au cœur d'une crise et que la droite nous avait laissé un drôle d'héritage. Nous ne pouvons tout de même pas donner le sentiment aux Français qu'avec la gauche ce sera toujours la politique de rigueur... Oui, une certaine rigueur dans la méthode, mais on ne peut pas donner l'impression que gouverner, c'est nécessairement toujours se trouver dans cette situation. Il faudra tout de même dire que ce qu'est en train de faire la droite, nous le démonterons, que ce qu'ils ont donné de trop aux privilégiés, il faudra le reprendre, et surtout que les points de croissance, quand ils viendront - et je sais fort bien que ce sera long - devront profiter à ceux qui sont les plus déshérités, à ceux qui sont au bas de l'échelle, à ceux qui espèrent et à ceux qui attendent.

C'est cela qu'il est absolument indispensable de traduire dans ce couple croissance/rigueur, et il est indispensable sur ce plan-là de faire des propositions.

- répartition juste de l'effort d'investissement.

- nécessité d'un secteur public productif fort

La droite est enfoncée, d'une certaine façon... Oh, elle a encore des ressources, je l'ai dit tout à l'heure... mais nous ne marquons pas auprès de l'opinion les points que nous pourrions attendre. Mais dites, par exemple, sur les nationalisations, ils ont démonté et démontent tous les jours ce que nous avons fait. Qui a été autorisé

(personne ne l'a fait, d'ailleurs) à dire ce que nous ferions si nous revenions au pouvoir ? Je crois que sur un point comme celui-là vous êtes crédible si vous avez quelque chose à dire.

Quand on a fait un ouvrage, que la droite le démolit complètement ou veut le démolir complètement, si vous n'avez rien à dire, alors !... mais dites, il y a quelque chose à dire sur ce plan-là, non pas que nous allons refaire toutes les nationalisations comme nous les avons faites, etc..., mais il y a sûrement la nécessité de parler de secteur public, de société d'économie mixte, et de le faire fortement. C'est une obligation.

- renforcement de l'Europe sur le plan de la défense et de la monnaie. Ce sont là de grands sujets.

- promotion des mouvements structurant la société civile : syndicats, associations, statut de l'élus et de l'élus social. Je crois que cela, c'est une grande revendication que nous n'avons pas pu adopter, mais qui est attendue.

- loi de programmation éducative.

Et puis, je crois qu'il est nécessaire que nous ayons quelques propositions fortes. On ne peut pas continuer à parler pauvreté comme on en parle, participer à toutes les manifestations à la gloire de Coluche (et je suis très heureux d'y participer et de m'associer à vos discussions) sans que, tout de même, on n'avance pas avec plus de conviction la question d'un minimum garanti pour tous ceux qui sont pauvres et ceux qui sont dans des situations difficiles.

De la même façon, le chômage. Compte tenu de ce qui a été fait au gouvernement, aussi bien par mon gouvernement que par celui de Laurent, aidé par Michel Delebarre, je crois qu'on pourrait dire maintenant, et ce serait crédible, qu'il ne peut plus être concevable dans notre société actuelle d'avoir un jeune en-dessous de 21 ans au chômage : un jeune, c'est au travail, en formation, ou en activité...

les activités que nous avons créées, mais sur ce plan-là il y a une proposition à faire. Les Scandinaves ont fait des propositions de ce genre et ils ont été suivis... j'en parle de la gauche scandinave.

Bref, vous voyez par conséquent les points sur lesquels nous insisterons cet après-midi et demain dans les discussions que l'on aura à la Commission des Résolutions. Mais je m'arrête là car je veux conclure.

Voilà, mes chers camarades, les orientations dont l'adoption me paraît nécessaire. Faire ce choix, c'est choisir le parti plutôt qu'une nébuleuse aux contours indistincts et aux fonctions épisodiques, c'est s'ancrer solidement à gauche plutôt que de poursuivre l'ultime avatar de la troisième force, c'est exprimer clairement notre confiance à François Mitterrand, plutôt que de laisser s'entrechoquer les ambitions personnelles. Et si François Mitterrand n'est pas candidat, choisir notre candidat, être tous derrière lui.

Bref, c'est réaliser Epinay II à Lille, et ce n'est pas répéter ce qui s'est fait à Epinay, qui a ouvert quinze ans de nos plus glorieuses années parmi celles qui ont été les plus glorieuses, c'est rechercher les conditions qui nous permettront d'ouvrir un second livre pour quinze ans qui pourra nous conduire à l'an 2000.

Pour cela, il faut clairement montrer aux Français qu'à nouveau notre attention se porte sur eux plutôt que sur nous-mêmes, que la volonté d'exprimer les aspirations d'une majorité de notre peuple de réduire les détresses et de redonner un sens au futur est l'ambition qui nous réunit tous pour réussir. (applaudissements)

Le Président. - Merci à Pierre Mauroy.

Il est 13 heures, je crois qu'il est plus sage (et j'ai interrogé Chapuis que nous devions entendre maintenant) de renvoyer la